

Le Mouvement du 15-Mai : Une vague de mobilisation pour révolutionner nos pratiques d'organisation

Jon Bernat Zubiri

Revue *Offensive sociale et libertaire*, printemps 2012

Des rues tunisiennes ou égyptiennes, à la place grecque de Syntagma en passant par les parcs occupés par Occupy Wall Street aux États-Unis, des nouvelles formes de mobilisation sont apparues en 2011. En cassant la paix sociale imposée en ces temps de crise du capitalisme global et de précarisation croissante, elles se sont organisées sur des modes assez similaires et en dehors des structures politiques classiques. L'expérience espagnole du mouvement du 15-Mai (15-M) s'inscrit dans cette dynamique (1).

« C'est dans le conflit et la résistance sociale que le pouvoir des dépossédé-e-s se manifeste, et c'est à travers eux que les conditions et la force de la domination peuvent être érodées et transformées »
(Ramon Fernández Duran)

Partout en Espagne, à l'initiative du réseau « *Democracia Real Ya* »(2), des appels à manifester pour le 15 mai 2011 ont été lancés quelques semaines avant cette date. Sans aucun soutien des organisations politiques traditionnelles, cette initiative de groupes de jeunes sans filiation politique pré-existante, a fédéré, par internet, le soutien de milliers de personnes, de collectifs et de sites web. Ces appels se sont diffusés dans des dizaines des villes à la fois sur le même principe de mobilisation décentralisée qu'avaient utilisé le mouvement pour une « *Vivienda Digna* »(3) en 2007-2008 et « *Juventud Sin Futuro* »(4) dans des manifestations du 7 avril 2011. Le 15 mai, dans beaucoup des villes espagnoles (basques, catalanes, galiciennes...), des manifestations parcourent les rues à la même heure et sous le même mot d'ordre « Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politicien-ne-s et des banquier-e-s ».

Le soir même, à Madrid, une cinquantaine de personnes prennent l'initiative d' occuper la Puerta del Sol, « km zéro » des routes espagnoles et nœud central de la ville. Après l'intervention de la police, elles sont expulsées, mais des centaines de personnes viennent en soutien et reprennent la place. La *Asamblea Sol* se constitue sans discours ni orientation pré-établis. En quelques jours, des dizaines de villes suivent cette voie, en donnant naissance au mouvement de contestation le plus remarquable depuis l'éclatement de la crise financière en 2007-2008. Dans la majorité des villes espagnoles, d'une façon très spontanée et sans aucun lien formel avec le réseau qui avait lancé l'appel aux manifestations, des assemblées de milliers de personnes s'organisent pour occuper des places et discuter collectivement de leurs problèmes, de leurs désirs de changement.

« Ceci n'est pas une révolution, c'est une école de la révolution » (5)

Les assemblées populaires grossissent à vue d'oeil et s'enrichissent en permanence par la grande variété des participant-e-s qui les rejoignent. D'une ville à l'autre, elles fonctionnent toutes sur le même principe : des structures horizontales et des décisions par consensus. « Nous allons doucement parce que nous allons loin » dit alors un des slogans. L'auto-organisation est

expérimentée au delà des idéologies, des couleurs politiques, des étiquettes et des catégories sociales, même si ces dernières conditionnent tout de même les expressions du mouvement(6). Des actions sont décidées, la désobéissance civile est revendiquée. On s'écoute, on se respecte et tout le monde est invité à participer sur ces principes de base. La stratégie est claire : une convergence politique entre la non-violence dans les actions collectives et le refus de passer par des voies conventionnelles pour satisfaire aux revendications. Lutter contre le système actuel en fédérant une large unité dans des actions massives, mais sans écraser les divergences d'opinion, considérées comme une richesse pour le mouvement. À quelques jours des élections municipales du 22 mai, ces assemblées populaires finissent par attirer l'attention des médias. En effet, face à la revendication et à la mise en place concrète de pratiques de démocratie directe, la mascarade du régime bipartitocratique du PP-PSOE qui gouverne la politique espagnole, perd de sa crédibilité.

Après les élections municipales et malgré les tentatives de récupération des organisations politiques classiques et des médias, qui essayent d'imposer aux diverses assemblées d'exprimer des revendications concrètes, celles-ci gardent leur autonomie et ne faiblissent pas. Au cri de « *Lo llaman democracia y no lo es!* »(7), les actions et les occupations continuent. Sans être pour autant suivies de revendications pour la destitution ou la démission du gouvernement, comme auparavant en Tunisie et en Égypte, car tout le monde sait que la victoire assurée de la droite aux élections présidentielles (et législatives à la fois) n'entraînera pas de rupture. Le combat est ailleurs, il faut inventer autre chose. « Nous ne sommes pas contre le système, le système est contre nous » disaient les pancartes partout.

À Barcelone, les actions contre le vote des « lois *omnibus* » (8) sont fortement réprimées et puis, plusieurs campements sont expulsés au fur à mesure (9), alors qu'il avait été décidé, comme à Bilbao, de rester coûte que coûte et de transformer la place en un lieu permanent de débats, de rencontres et d'organisation pour la lutte. Après des longues discussions, une bonne partie des assemblées ont alors pris la décision de se décentraliser vers les villages et les quartiers, avec comme objectif d'étendre le mouvement au delà des centres-villes. Cependant cette décision, influencée par les médias et la gauche « bien-pensante », a été très compliquée car elle a eu tendance à laisser de côté les populations les plus précaires qui avaient pris part au mouvement et pour qui l'urgence du changement ne laisse pas de la place aux formes plus classiques de militantisme sur le long terme.

Renforcement durable de l'intelligence collective et de la résistance sociale

La perte de la centralité d'un lieu identifié ouvert à l'ensemble des habitant-e-s qui pouvaient se rapprocher ou s'engager dans le mouvement, ne l'a pourtant pas empêché de continuer sa maturation. Pendant le mois de juillet, il y a eu des marches depuis différents points de l'Espagne pour converger vers Madrid. Elles ont ensuite pris la direction de Bruxelles au mois d'août. Simultanément, une réflexion collective s'est amorcée pour réfléchir aux modalités de la poursuite de ces luttes. Des discussions ont eu lieu sous toutes les formes, assemblées publiques et collectives jusqu'à des cercles plus restreints, plus intimes et affinitaires. L'expérience des *acampadas* (campements) a clairement renforcé le tissu des relations inter-personnelles. Les mobilisations à l'échelle locale ont assuré une continuité et une assise forte à cette vague de contestation. Elles ont permis une convergence entre les milliers de nouveaux-elles militant-e-s du 15-M et les différents collectifs ou organisations qui agissaient depuis plus longtemps. Nous avons ainsi pu voir des militant-e-s du 15-M, cet automne, venir en soutien contre l'expulsion de lieux occupés (comme celui du *Gaztetxe Kukutza* à Bilbao), dans les mobilisations des chômeurs et précaires contre les restrictions des allocations sociales, dans des grèves contre la marchandisation et les suppressions

de postes dans la Santé ou l'Éducation, mais aussi dans des mobilisations en milieu rural(10) ou dans le soutien aux sans-papiers. Il faut aussi signaler l'émergence des réponses collectives contre les expulsions de logements, coordonnées par les collectifs locaux des réseaux *Stop Deshaucios* et la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca*. Ce mouvement né le 15 mai est avant tout un état d'esprit, une disposition collective à affronter le pouvoir, plutôt qu'une structure ayant une cohérence ou une unicité dans son parcours.

Le modèle économique espagnol traverse une très forte crise : le taux de chômage des jeunes est de 42% et 5,3 millions de personnes sont à la recherche d'un emploi. 150.000 familles ont perdu leurs logements entre 2008 et 2011 et il est prévu que 510.000 suivront entre 2012 et 2015 (11). Dans ce contexte de « tragédie sociale » l'affaiblissement des structures du mouvement du 15-M pendant l'automne et surtout l'hiver ne doit pourtant pas nous amener à parler d'un échec. Un état d'esprit se diffuse, une ambiance générale renforcée par la journée globale de mobilisation du 15 octobre. Même si les manifs étaient bien plus grosses que celles du 15 mai, les campements permanents n'ont pas repris. Cependant, dans l'attente de nouvelles offensives, le mouvement continue au travers d'actions locales, d'occupations de locaux et de bâtiments pour servir à des familles expulsées, dans la structuration de son organisation et dans la préparation des nouvelles mobilisations contre l'austérité et le pacte fiscal européen (12).

« La phase expressive du mouvement est fini : nous avons gagné » (13): bilan ouvert d'une lutte qui n'est pas finie

La perte de centralité du mouvement du 15-M doit nous motiver encore plus à revoir certains de ses aspects, pour faire un bilan intermédiaire et continuer l'organisation de la riposte. Au delà des petites conquêtes, telles que l'acceptabilité croissante de certaines propositions de la gauche réformatrice et de certains moyens d'actions plus radicaux comme l'occupation ou le blocage des institutions, par exemple, le mouvement doit faire face au changement de règle du jeu qu'implique la faible victoire de la (vrai) droite aux élections présidentielles et législatives du 20 novembre, mais aussi la poussée remarquable des gauches basque (*Amaiur*) et espagnole (*Izquierda Unida, Equo*). Le nouveau gouvernement met en place des mesures réactionnaires imposées par la troïka – FMI, *Commission Européen* et BCE – et les pouvoirs financiers mais toutes les enquêtes montrent que le manque de confiance envers la classe politique est à l'extrême. Le mouvement du 15-M est accompagné d'une évolution dépressive de l'économie que met en question ce désordre, déjà marquée depuis un moment par des crises écologique, sociale et des cuidados (14). Crise de civilisation comme certain-e-s l'appellent.

Pour affronter cette régression et fonder les bases d'une autre société, les mouvements qui viendront devront prendre en compte les apprentissages et les expressions de tous ces milliers des « nouveaux-elles militant-e-s » du 15-M. Le plus important, est d'assumer le regard sceptique de la population envers les habitudes militantes conventionnelles, aussi modérées ou radicales soient-elles. Ce scepticisme est différent selon les cultures politiques hégémoniques à l'échelle locale (15). Dans toutes les cas, il impose de repenser notre manière de s'engager dans la lutte et d'accueillir les personnes voulant y participer. Certaines rencontres fédérales du mouvement du 15-M (comme celle au village autogéré de Marinaleda le 26-27 novembre sous le titre « De la protestation à la proposition ») ont ouvert des pistes pour renforcer les imaginaires communs produits par les derniers mois de mobilisation. D'autres initiatives expriment le besoin de s'investir dans des processus de construction d'alternatives économiques pour se libérer du capitalisme. C'est le cas de la *Cooperativa Integral Catalana* ou de la promotion de l'institution ancestrale de travail

communautaire des basques, le *Auzolan*. Sans s'éloigner autant de l'affrontement direct avec le pouvoir, à Madrid, le réseau *Juventud Sin Futuro* a lancé la *Oficina Precaria* (Bureau des Précaires), qui veut mettre à disposition des pratiques syndicales horizontales et autonomes pour les étudiant-e-s, les travailleur-euse-s précaires, les chômeur-euse-s et les migrant-e-s.

Au delà des pratiques volontaristes des militant-e-s expérimenté-e-s pour se renouveler et réinventer leurs pratiques militantes dans la vague du 15-M, nous assistons à un phénomène diffus de radicalisation d'une société dans son ensemble. Avec une bonne partie des populations urbaines qui ont participé ou sympathisé avec le mouvement du 15-M, nous observons la montée en force des idées et des réflexions sur l'auto-organisation proposées depuis longtemps par les pratiques libertaires et autonomes(16). L'assemblée avec des décisions au consensus, l'organisation horizontale, l'autogestion, le blocage des institutions et la désobéissance civile en sont les exemples le plus remarquables. Dans les commissions du 15-M qui réfléchissent à comment construire des assemblées dans les centres de production et lancer une grève générale sans les grands syndicats, nous retrouvons un autre exemple de l'émergence de pratiques libertaires et notamment anarco-syndicalistes. La question de la violence fait par ailleurs encore débat même si la préférence a été donnée pour le moment à des moyens d'action sans débordements. Pour être réaliste, il faut assumer que tous ces outils, expérimentés très largement pendant le mouvement du 15-M, qui sont des habitudes historiquement associées à des milieux plus restreints, ne vont pas se généraliser durablement dans l'ensemble des luttes. Il va être nécessaire de beaucoup de constance militante, d'une ouverture transversale et d'une attention renforcée, à l'écoute, pour construire des mobilisations capables d'affronter le pouvoir. Dans toutes les cas nous allons voir les populations retourner dans les rues, occuper l'espace public.

Dans cette conjoncture mouvementée, le besoin de trouver collectivement une réponse à la question suivante devient de plus en plus urgent : Au delà d'exprimer des revendications envers les gouvernant-e-s de la politique et de l'économie, quelles pistes allons nous inventer pour transformer directement nos quotidiennes? À l'horizon se trouve, loin du jusqu'au-boutisme, la destruction par la lutte de toutes les dominations qui vont à l'encontre de nos désirs communs et du bien-être de ceux et celles d'en bas. Sans attendre le « Grand soir » ou la vraie révolution, il nous faut tous et toutes, mettre les mains dans le plat, se salir en sortant du purisme, et partager avec les habitant-e-s de nos quartiers et villages ce besoin de renforcer le conflit entre le Capital et la Vie (17). Pour gagner du terrain, avoir des conquêtes concrètes, directes, et les fêter en dansant !.

Notes :

1. Au delà de la plurinationalité de l'État espagnol, ce mouvement a eu une certaine centralité à Madrid, même si la question des luttes de libération nationale a existé dans les débats sur les places occupées, au moins au Pays Basque et en Catalogne. Ce mouvement a été aussi nommé les « indigné-e-s » d'abord par les médias, en référence à l'ouvrage de S.Hessel qui, dans aucun cas, ne contient l'essence des pratiques de rupture de la normalité électorale présente dans les campements à partir du 15 mai. Le fait de que l'introduction de l'édition en castillan a été réalisé par le très respectable Jose Luis Sampedro a contribué à cet amalgame entre ouvrage et mouvement. Cette « Saramago espagnole » de 95 ans est un personnage bien plus modeste et radical, moins récupéré par le pouvoir que l'auteur français.
2. « Démocratie réelle, maintenant! » : La jeunesse étudiante et les travailleurs diplômés du tertiaire, déclassé-e-s et précarisé-e-s par la crise économique, y sont largement majoritaires dans ce réseau.
3. « Pour un logement digne. » : Ce mouvement a été à l'origine de cette modèle décentralisé d'appel à la mobilisation et il a pris souvent la voie de refuser la légalisation des parcours des

manifestations, qui ont eu un suivi très acceptable dans des dizaines des villes espagnoles pendant plus d'un an.

4. « Jeunesse sans avenir » : réseau qui fédère des collectifs d'étudiant-e-s qui veulent faire converger leurs luttes avec celles de la jeunesse précaire et des chômeur-euse-s. Ce réseau a contribué, en lien direct avec DRY, au succès des manifestations du 15 mai.

5. Un autre mot d'ordre largement diffusé pendant le mouvement, au regard de l'incapacité de ces rencontres et des assemblées à faire basculer tout de suite les structures politiques et économiques dominantes.

6. Cette question des classes sociales et la composition des populations qui ont pris part aux « acampadas » a fait débat avec les auteurs du texte [« Les mouvements des « indignés » : potentialités, contradictions et perspectives »](#) du collectif [Lieux Communs](#).

7. « Ils appellent ça démocratie mais ce n'en est pas une! »

8. Les « lois omnibus » sont un paquet de réformes du gouvernement catalan pour réduire les dépenses publiques dans l'éducation, la santé et autres services publics. Elles sont votées le 15 juin.

9. Les expulsions et les réoccupations ont toujours fait partie de la dynamique de ce mouvement mais la forte répression à Barcelone le 27 mai a été le plus gros épisode répressif. Voir « Desalojo Acampada Barcelona ».

10. [« 15M que se anuda con el medio rural »](#) : Article dans le journal d'actualité critique [Diagonal sur les rencontres du 7-11 décembre à Avila](#).

10.2 Un *desahucio* est une expulsion pour voie judiciaire d'une personne de son logement par non paiement du loyer ou du crédit bancaire. Stop Desahucios et la Plateforme des affecté-e-s par la Hipoteca – crédit immobilière avec risque de perte du logement – c'est des associations auparavant peu connues qui ont su prendre une centralité dans le mouvement du 15-M, avec une prolifération décentralisée des actions de blocage au juge pendant les expulsions des familles.

11. Selon une étude réalisée par l'*Asociación de afectados por embargos y subastas*.

12. « Peoples of Europe, Rise up!! » était une des pancartes les plus grande qui décorait les bâtiments qui entouraient la *Plaza del Sol* occupée.

13. Repris du mouvement autonome italien des années 1970. Citation de Raimundo Viejo, un des chercheurs militants ayant analysé le mouvement du 15-M en direct à Barcelone. Pour une approximation de cette vague de contestation en Italie entre 1968 et 1977, voir les ouvrages de Nanni Balestrini.

14. La *crisis de los cuidados* est la crise de la prise en charge et du bichonnage du à la marchandisation des rapports intimes et reproductifs. Sur cette école de pensée militante et sur la montée en puissance du conflit entre le Capital et la Vie, voir les propositions des économistes féministes comme Cristina Carrasco ou Amaia Orozco.

15. Cette scepticisme a dû se confronter avec la réalité pendant le mouvement du 15-M. Des collectifs libertaires et autonomes ont accéléré notablement en Catalogne la mise en place efficace de structures horizontales. Les indépendantistes basques – à l'exception du campement de Baiona - n'ont pas dépassé une certaine méfiance envers le mouvement du 15-M parce que « il est né en Espagne ». Des petites villes ont une hégémonie plus marquée des organisations traditionnelles, avec plein de leurs militant-e-s ayant pris part au mouvement. Des traditions communistes extra-parlementaires sont plus présentes à Madrid, mais aussi une expérience de longue durée des *Centres Sociaux Occupés*.

16. Sur les liens entre le 15M et les militant-e-s libertaires, on peut écouter l'émission de *Radio Onda expansiva* avec les conclusions des discussions [« Movimiento 15-M: Reflexión sobre sus límites y virtudes »](#) pendant la *Feria del libro anarquista*, réalisé dans la *Escuela de la Prosperidad* à Madrid le 9 décembre.

17. Amaia Orozco « *Feminismo anticapitalista, esa Escandalosa Cosa y otros palabros* ». Exposée dans les rencontres féministes *Jornadas Feministas estatales* à Granada – Décembre 2009.